

## "La faute à qui, ou les raisons d'un cuisant échec" dans Le Soir (15 décembre 2003)

**Légende:** Le 15 décembre 2003, le quotidien belge Le Soir analyse les raisons de l'échec du Conseil européen de Bruxelles et s'interroge sur l'avenir du traité constitutionnel.

**Source:** Le Soir. 15.12.2003. Bruxelles: Le Soir.

**Copyright:** (c) Rossel & Cie SA - LE SOIR, Bruxelles, 2004

Le présent contenu est reproduit avec l'autorisation l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"la\\_faute\\_a\\_qui\\_ou\\_les\\_raisons\\_d\\_un\\_cuisant\\_echec"\\_dans\\_le\\_soir\\_15\\_decembre\\_2003-fr-b3783aef-6879-43e9-af5a-2c04cbe2fe2d.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

## La faute à qui, ou les raisons d'un cuisant échec

Samedi, 13 h 45. La rumeur de l'échec se répand dans les couloirs du Juste Lipse, le bâtiment bruxellois du Conseil. Le sommet a échoué... Les Chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Cinq se réunissent *pour mettre au point une déclaration constatant le blocage*. On croit à une plaisanterie d'abord. Une bousculade s'ensuit. *Sauf formule magique, c'est foutu*, lâche le porte-parole de Guy Verhofstadt.

En fait, c'est *foutu* depuis la nuit précédente. Au Juste-Lipse, les délégations se sont succédé. Un témoin parle du record de *tirage de gueule* de l'Espagnol Aznar sortant de chez Silvio Berlusconi où il est venu défendre bec et ongles le système niçois de vote au Conseil. Furieux, Jacques Chirac aurait de son côté lancé au chancelier Gerhard Schröder : *Ils ne vont pas nous garder ici pendant dix jours...*

A quel point l'absence de bonne volonté a-t-elle condamné le sommet de Bruxelles à l'échec ? La question des responsabilités et de la suite du processus constitutionnel doit être posée ici.

### 1 Quelle est la part de responsabilité de la présidence italienne dans l'échec du sommet de Bruxelles?

Confier la présidence européenne en juillet dernier à Silvio Berlusconi, homme d'affaires et d'image, avait laissé craindre le pire. Dimanche, Peter Ludlow le directeur du Centre d'études pour la politique européenne, un institut basé à Bruxelles, confirmait ainsi ces appréhensions : *Berlusconi était mal préparé. Il n'a pas réussi à établir la confiance et a fait preuve d'une certaine légèreté*. Le président du Conseil italien a, à en croire d'autres sources, affiché une méconnaissance des dossiers. Autant de lacunes que la diplomatie transalpine n'est pas parvenue à combler.

Dès l'ouverture de la Conférence intergouvernementale (CIG) à Rome, en octobre dernier, la méthode de travail italienne a été critiquée. *Les propositions de compromis ont été trop tardives*, explique un diplomate belge. La proposition « miracle » de Silvio Berlusconi – sa fameuse « carte en poche » – aura tenu ces derniers jours le monde politique et médiatique en haleine. En vain, puisqu'aucune proposition de compromis n'a été déposée sur la table à Bruxelles. C'est oralement que Berlusconi a « démarché » Espagnols et Polonais sur la question litigieuse du vote au Conseil. Mais de véritables négociations, point. Cette méthode ajoutée aux véritables shows qu'a exécutés l'Italien devant les caméras laisse le sentiment d'une grande esbroufe. N'en déplaise à Tony Blair qui s'est souvenu de ses vieilles amitiés, parlant de l'attitude héroïque de Silvio Berlusconi. Ou à Guy Verhofstadt qui estime que *toute présidence aurait échoué dans ce climat et dans cet état d'esprit* où l'intérêt national prévaut sur l'intérêt européen.

### 2 Parmi les Etats membres, l'Espagne et la Pologne sont-elles responsables du fiasco bruxellois ?

Silence parmi les partenaires. L'intransigeance de Madrid et de Varsovie sur le système de vote au Conseil a pourtant fait capoter, au premier chef, le sommet de Bruxelles. En Pologne, l'affaire a pris un tour nationaliste, témoignant selon Peter Ludlow *de la faiblesse du gouvernement Miller. Un tel gouvernement rend difficile la négociation*. Louis Michel ne mâche pas ses mots : *Certains pays comme l'Espagne et la Pologne ont cru que l'intérêt national est plus important que l'intérêt européen*.

Espagnols et Polonais ne culpabilisent pas pour autant. Aznar : *L'Espagne a manifesté une volonté de négociation positive et constructive jusqu'au dernier moment*. Miller : *Ma coresponsabilité est exactement celle des autres participants*.

### 3 Quelle fut l'attitude de la France et des autres pays ?

Berlusconi l'assurait samedi matin : l'Espagne et la Pologne étaient prêts à étudier des alternatives. Autrement dit, à inflexible, inflexible et demi... La raideur de la France est ainsi épinglée par la presse espagnole comme une raison de l'échec du sommet. Berlusconi a d'ailleurs passé une bonne partie de la nuit de vendredi à samedi à essayer de convaincre Chirac. Sans plus de succès : deux heures avant l'acte de décès du sommet, *les Français avaient déjà commandé leurs avions*, à en croire une source anonyme.

Pour Peter Ludlow, *les Français ont eu l'opportunité d'être innocents*. Le même raisonnement pourrait valoir pour la Belgique : Comment Guy Verhofstadt aurait-il pu, si la question du vote au Conseil avait été résolue, accepter un texte dont ses alliés socialistes ne voulaient pas, le disant notamment vidé de sa

substance dans le domaine de la Justice et des Affaires intérieures, insuffisant dans le domaine social ? Autant d'insatisfactions sur lesquelles il a insisté devant la presse samedi.

**4 La Constitution est-elle morte ?** Le mandat accordé par le sommet de Thessalonique, en juin dernier, reste valable pour la présidence irlandaise dès le 1er janvier. A savoir : la poursuite de la CIG sur la base du projet de Constitution rédigé par la Convention sur l'avenir de l'Europe, présidée par Valéry Giscard d'Estaing. L'échec de Bruxelles ne signifie pas la fin de la CIG. Comme le dit le Premier ministre belge : *Cette session de la CIG est clôturée, pas la CIG...*

Et pour Guy Verhofstadt, la base reste effectivement le projet de la Convention : *C'est clair pour tout le monde*, assure-t-il. Vraiment ? Il semble que, pour certains Etats, la base de négociation soit désormais plutôt les compromis ou marchandages engrangés durant les dernières heures et semaines de négociations, plutôt que le projet de la Convention lui-même. Un diplomate estime ainsi que *Guy Verhofstadt déclare que cet acquis n'est contesté par personne. Mais c'est un acquis politique. Vague...*

**5 L'élargissement est-il remis en cause ?** Non. Mais le débat constitutionnel va se trouver compliqué par l'adhésion des dix nouveaux Etats membres, le traité de Nice ayant la réputation d'être inapte à la bonne gouvernance de l'Europe élargie.